

Carleton University

Réponses

1. Reprise économique et croissance

Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?

Nous sommes conscients des problèmes économiques qui se posent et du rôle que jouent et que peuvent jouer les universités à travers le monde dans le développement économique. Les États-Unis ont misé plus d'une fois sur le développement de la haute technologie et l'ingéniosité scientifique pour favoriser la reprise économique. La ressource la plus précieuse du Canada, c'est sa population. Tous ces représentants de nombreuses cultures, parlant plusieurs langues, possédant de multiples talents, déterminés et capables d'une grande résilience, détiennent les clés de notre avenir. Nous devons les aider à exploiter leurs talents et à utiliser pleinement leurs capacités. Pour ce faire, il faut leur donner les moyens de participer à la recherche, d'apprendre la discipline et d'acquérir des compétences en leur offrant un financement de démarrage indispensable pour fonder de nouvelles entreprises. Il est essentiel de soutenir les programmes d'entrepreneuriat, de stages et d'alternance travail-études dans tous les domaines, y compris les sciences humaines et sociales qui sont de véritables incubateurs de créativité. Les diplômés devraient s'attendre non seulement à trouver du travail, mais à pouvoir créer leur propre entreprise. L'infrastructure de données peut aider à fournir les outils nécessaires à la recherche et à l'établissement de réseaux d'entreprises.

2. Création d'emplois

Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?

La création d'emplois est tributaire de notre capacité à créer de la richesse et à la protéger. Les étudiants devraient effectuer des stages au sein d'entreprises et d'organisations dans différentes régions du monde afin d'acquérir une véritable compréhension des problèmes de l'heure ainsi que les compétences nécessaires pour les résoudre. Nous devons donc élargir nos horizons et diversifier nos partenariats. Nous devons travailler avec les économies émergentes pour trouver de nouveaux modes de commercialisation. Nous devrions également nous détourner des échanges et accords bilatéraux et accorder une plus grande importance aux occasions multilatérales. À cette fin, les subventions au commerce international devraient comporter une exigence de placement international des étudiants pour leur permettre d'acquérir une expérience professionnelle des plus enrichissantes à l'étranger ainsi que les compétences nécessaires pour réussir sur les marchés internationaux. Il faut promouvoir et encourager l'acquisition de connaissances linguistiques et culturelles ainsi que la recherche dans le cadre d'une initiative nationale visant à favoriser la réussite à l'échelle internationale. Des étudiants pourraient ainsi participer à des projets axés sur le développement d'applications pour des structures mises en place par des fournisseurs bien établis ou encore travailler bénévolement sur des projets de développement d'innovations. Ils pourraient fonder de nouvelles entreprises capables de faire concurrence à n'importe quelle entreprise étrangère. Les étudiants canadiens et étrangers qui

travaillent ensemble en vue de démontrer leurs capacités entrepreneuriales devraient avoir accès à des fonds spéciaux prenant la forme de subventions ponctuelles accordées aux universités participantes. Les étudiants diplômés ayant eu droit à un financement seraient tenus de rembourser les montants reçus pour que d'autres étudiants puissent se prévaloir du même appui financier, ce qui permettrait d'assurer la viabilité du programme.

3. Changement démographique

Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?

Nous devrions reconnaître la grande importance du secteur bénévole et du secteur sans but lucratif (qui sont onze fois plus importants que le secteur de l'automobile), et soutenir les programmes universitaires visant la formation d'étudiants qui seront appelés à aider des organismes sans but lucratif et à dynamiser l'économie sociale. Ces mesures permettraient non seulement de créer des emplois, mais également de résoudre un certain nombre de problèmes sociaux liés aux changements démographiques. En comblant les disparités économiques et les fossés entre les générations, les entreprises d'économie sociale contribuent à rapprocher les collectivités. Les trois conseils de recherche devraient recevoir des fonds afin de soutenir la recherche dans ce domaine relativement nouveau. Nous devrions financer le placement des étudiants qui souhaitent acquérir de l'expérience dans ce domaine en participant à des programmes coopératifs et à des stages. Les entreprises d'économie sociale se sont révélées particulièrement efficaces dans le développement des milieux défavorisés et elles occupent une place prépondérante dans les communautés autochtones et métisses et dans les collectivités des Premières nations du Canada. Le nouveau programme de maîtrise de l'Université Carleton intitulé Philanthropy and Non-Profit Leadership constitue un exemple d'une initiative très utile dans ce domaine. Elle serait d'autant plus utile si les étudiants étrangers qui réussissent un programme d'études dans un établissement canadien et qui se trouvent par la suite un emploi, en particulier dans des domaines où il existe des besoins sociaux, pouvaient bénéficier d'une procédure accélérée pour l'obtention du statut de résident permanent. Cela faciliterait l'installation au Canada des personnes intéressées, en particulier des étudiants qui ont su se démarquer. Les collèges et les universités canadiennes profiteraient également d'un soutien financier favorisant les partenariats internationaux qui constituent le fondement des programmes de recherche internationaux. De nos jours, les problèmes de recherche les plus importants sont étudiés par des équipes internationales composées de nombreux chercheurs. Les Canadiens doivent être en mesure de prendre part à ces recherches et de faire en sorte que certaines de ces équipes installent leurs sièges sociaux au Canada.

4. Productivité

Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?

L'élargissement des programmes de REEE et de compte d'épargne libre d'impôt permettrait aux travailleurs de déposer en banque une partie fixe de leurs revenus qui serait libre d'impôt. Lorsque ces montants seraient retirés pour entreprendre un programme d'études, ils ne seraient pas imposables ou ils le seraient à un taux inférieur au taux habituel. Lorsque ces montants seraient utilisés à des fins non éducatives, ils seraient imposables au taux en vigueur dans l'année du retrait. Cette mesure encouragerait les Canadiens à accroître leur niveau d'éducation et à acquérir de nouvelles compétences de façon continue. Lorsque les travailleurs seront appelés à retarder leur départ à la retraite en raison des pénuries appréhendées de main-d'œuvre, cette mesure contribuera à renouveler les effectifs et à faire en sorte qu'ils acquièrent un niveau de connaissances plus élevé et à jour pour s'adapter à un

environnement où la technologie et la mondialisation évoluent rapidement. Cette mesure constituerait un investissement du gouvernement fédéral dans le capital humain du Canada et dans l'apprentissage continu. Les universités pourraient offrir plus de programmes en milieu de travail afin de favoriser la formation continue. Les entreprises pourraient recevoir une aide du gouvernement fédéral afin d'offrir les locaux nécessaires et couvrir les coûts des technologies.

5. Autres défis

On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?

Des mesures décisives doivent être prises pour résoudre les difficultés que nous éprouvons. Nous devons non seulement encourager les entreprises en démarrage, mais également la création d'entreprises internationales comme celles de l'Université Carleton, pour mieux relever les défis mondiaux. Lorsque des étudiants canadiens et internationaux travaillent ensemble à trouver des solutions innovatrices aux problèmes et démontrent leurs compétences entrepreneuriales, ils devraient être admissibles à une aide financière particulière par l'entremise du programme du centre d'innovation décrit ci-dessous. Les économies émergentes à forte croissance comme la Chine, l'Inde et le Brésil, offrent d'immenses possibilités pour le Canada. Cependant, le Canada doit accroître le volume des échanges commerciaux, en particulier dans les petites et moyennes entreprises qui constituent le principal pilier de l'économie canadienne. Un premier pas essentiel consiste à ouvrir les portes au moyen de nouveaux accords de commerce. Toutefois, il faut se doter d'une stratégie concertée reposant sur deux piliers fondamentaux, à savoir l'élaboration de nouveaux produits et services destinés aux marchés émergents et l'éducation visant à former des citoyens du monde productifs. Des efforts accrus de recherche et développement et d'entrepreneuriat mondial dans le but de développer des produits et des services destinés aux marchés émergents se traduiront par un approvisionnement plus constant et mieux ciblé des marchés. Un « fonds mondial pour l'innovation » devrait être instauré pour soutenir l'établissement de laboratoires dédiés à l'innovation sur les marchés émergents, dans lesquels des produits et des services destinés à ces marchés seraient développés, et pour aider également des étudiants, des facultés et des chercheurs à faire l'essai de ces innovations sur le terrain et à accroître leur compréhension des marchés mondiaux. Comme les synergies augmentent le potentiel, il faut encourager les partenariats entre les universités, les collèges et les entreprises. Les subventions doivent favoriser surtout le partenariat, sans avantager une partie au détriment d'une autre.